Le Conseil,

Vu le rapport du 7 octobre 1998, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Par délibération n° 1997-2126 en date du 20 octobre 1997, vous avez approuvé le projet d'échange, avec l'Etat (ministère de l'intérieur), de diverses parcelles de terrain situées sur le territoire du 3° arrondissement de Lyon afin de permettre :

- la réalisation, par l'Etat, d'un hôtel de police sur le site du fort Montluc,
- la réalisation, par la Communauté urbaine, du prolongement prévu de la rue Jeanne Hachette jusqu'à l'avenue Félix Faure ainsi que de la voie nouvelle qui remplacera la rue Mouton Duvernet, entre le cours Albert Thomas et l'avenue Félix Faure.

Or, il s'est avéré que la parcelle cadastrée section AZ n° 101 pour une superficie de 559 mètres carrés, située rue Jeanne Hachette et devant être cédée par l'Etat à la Communauté urbaine, a été omise dans le rapport qui vous a été présenté lors de la séance du 20 octobre 1997 ;

B - Propose, dans ces conditions, de délibérer comme suit ;

Vu ledit dossier ;

Vu sa délibération n° 1997-2126 en date du 20 octobre 1997 ;

Oùï l'avis de ses commissions déplacements et voirie, domaine et administration générale et urbanisme, habitat et développement social ;

DELIBERE

1° - Accepte que la parcelle en cause fasse partie intégrante des parcelles cédées par l'Etat à la Communauté urbaine, dans le cadre d'un échange sans soulte (les valeurs de parcelles échangées sont estimées à 5 352 000 F).

2° - Autorise monsieur le président à signer tout document nécessaire à la régularisation définitive de cette affaire.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,